



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2020-MD-36-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de MISE EN DEMEURE
pris à l'encontre de la société MACHAON
afin de régulariser la situation de son exploitation de recyclage de polymère
située sur le territoire de la commune de Châlons-en-Champagne

Le préfet de la Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° AP 2020-A-27-IC du 7 février 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 février 2020 ;

CONSIDÉRANT que les eaux industrielles du site rejoignent actuellement le réseau public d'évacuation des eaux pluviales et qu'elles sont rejetées dans le canal Saint-Martin,

CONSIDÉRANT que des émissions importantes d'odeurs dont la source n'est pas identifiée sont à l'origine de nombreuses plaintes faisant état de gênes importantes subies par le voisinage des installations,

ARRÊTE :

Article 1

La société Machaon, dont le siège social est situé Avenue du 106^e REI à Châlons-en-Champagne, est mise en demeure de respecter les dispositions relatives à la séparation des eaux industrielles et pluviales prévues à l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 février 2020, sous un mois .

Article 2

La société Machaon est mise en demeure de :

- transmettre le rapport de l'étude permettant d'identifier les sources d'odeurs incommodant les riverains pour le 30 mars 2020 au plus tard ;
- mettre en place des actions visant à éliminer les odeurs incommodantes pour le voisinage pour le 30 juin 2020 au plus tard,

afin de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 3 Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 4 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 – Exécution et diffusion

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, madame la directrice départementale des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'au maire de la commune de Châlons-en-Champagne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société MACHAON avenue du 106^e Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne.

Châlons-en-Champagne, le **- 9 MARS 2020**

Pour le Préfet, et par délégation

Le Secrétaire Général



Denis AUDIN

Recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr